

La voix de l'Opposition de gauche

Le gouvernement Hollande-Ayrault-Moscovici tel qu'il est.

8 juillet 2012

Le gouvernement aux ordres des marchés, "vite", rassurons-les !

La France et l'Italie ont pressé dimanche la zone euro de traduire "vite" en actes les avancées décidées fin juin, à la veille d'une réunion de l'Eurogroupe qui arrive toutefois un peu tôt pour prendre les décisions définitives espérées par les marchés.

Sans dévoiler la teneur de son entretien avec M. Monti, Pierre Moscovici a affiché son unité de vue avec le chef du gouvernement italien Mario Monti . *"Nos avis sont très convergents, nous avons des relations très confiantes et qui tirent dans le même sens"*.

Le temps presse car les marchés financiers commencent à douter de la mise en oeuvre du plan d'action décidé à Bruxelles.

"Il est très important que nous donnions des signaux tangibles que ce que nous avons dit au Conseil européen sera vraiment traduit en actes. Je n'ai pas de doutes là-dessus", a affirmé M. Moscovici. (AFP 08.07)

Moscovici n'a pas de doutes sur ses intentions, on lui fera confiance sur ce point. En revanche, il y a que les ignorants ou les vendus pour en avoir.

Le gouvernement du capital contre le travail, il ne faut surtout pas "alourdir le coût du travail".

Le ministre de l'Economie et des Finances, Pierre Moscovici, a estimé dimanche qu'il ne fallait pas *"davantage alourdir le coût du travail"*, à la veille de l'ouverture d'une grande conférence réunissant à l'invitation du gouvernement représentants du patronat et des syndicats.

Invité du Rendez-Vous BFM TV/Le Point/RMC, M. Moscovici a laissé entendre que cette préoccupation valait surtout pour les petites et moyennes entreprises ou pour certains secteurs particuliers.

Mais le ministre a aussi mentionné *"certaines entreprises industrielles, notamment de grandes entreprises exportatrices"*.

Alors qu'on lui rappelait les inquiétudes du monde patronal envers la politique suivie par le gouvernement, M. Moscovici a affiché son *"soutien ardent aux entreprises, qui se manifestera y compris sur le plan fiscal"*.

"Nous aurons une politique résolument favorable à l'entreprise", a-t-il assuré. (AFP 08.07)

Donc au bout du compte, le gouvernement se destine de venir au secours des petites et des moyennes entreprises, auxquelles il faut ajouter *"certaines entreprises industrielles, notamment de"*

grandes entreprises exportatrices", toutes quoi ! Vous comprendrez pourquoi il ne reste rien pour les travailleurs ou des miettes dans le même ordre d'idée que le "*coup de pouce*" misérable au smic. Et pendant ce temps-là, il y en a qui appellent le PS à rompre avec le capital pour satisfaire nos revendications !

Le socle de la conférence antisociale des 8 et 9 juillet : "*établir un diagnostic partagé*".

Dans un interview au journal *Le Monde*, Raymond Soubies, l'ancien conseiller social de Nicolas Sarkozy : "*son objectif (à Hollande -Ndlr) est aussi d'essayer d'établir un diagnostic partagé sur les différents thèmes.*"

A propos de l'attitude la CGT : "*La CGT est moins que jamais monolithique, les références idéologiques communes se sont affaiblies avec le départ à la retraite des générations formées à la culture communiste. C'est cette évolution-là qui entraîne les difficultés de succession actuelles. Tant que celles-ci ne seront pas réglées, la CGT ne pourra pas trop s'engager dans des accords. Elle n'est pas dans une posture négative, mais, en même temps, elle va être d'une extraordinaire prudence. Elle va aussi essayer de ne pas avoir d'ennemis à gauche, ce qui est son obsession.*

Et donc, elle va être sans concession. Il va être compliqué, en tout cas sur certains sujets, d'avoir des rapprochements avec elle. Or, la CFDT ne pourra s'engager seule, même si ponctuellement FO se joint à des accords. C'est l'une des difficultés des prochains mois." (lemonde.fr 08.07)

Je crois que c'est là le seul objectif de cette conférence, le reste viendra par la suite. A mon avis, aucune mesure précise n'en ressortira ou alors à la marge.

Une fois acquis ce "*diagnostic partagé*" entre les différents participants sur la base principalement des besoins exprimés par le Medef, la seconde étape consistera à mettre sur pied un agenda qui couvrira une partie ou la totalité du quinquennat de Hollande, qui devra servir de cadre à la lutte de classe qui sera dès lors cadencée, dépendante de ce calendrier, l'opération consistant à ne laisser aucune place au hasard, qui par nature est imprévisible et pourrait chambouler leur plan, pour finalement lier les syndicats aux termes et à la progression de ce processus qui servira de support à l'application pas à pas de la politique antisociale du gouvernement.

Tenez, en voici la confirmation : «*Je vois déjà les commentaires de l'opposition à la fin des deux jours : 'Il n'est rien sorti de cette réunion...' Mais l'objectif est de sortir de cette conférence avec des objets de discussion et un calendrier de négociation* », lâche un membre du cabinet de Ayrault qui rêve d'installer une social-démocratie à l'Allemande dans les relations sociales françaises. (20minutes.fr 08.07)

Et si cela ne vous suffit pas l'agence Reuters précise que le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, conclura ces deux jours par un discours de synthèse qui donnera la "*feuille de route*" des travaux des prochains mois.

Les dirigeants syndicaux vont se répartir les rôles pour faire bonne figure et la chose sera entendue. Quand on dit que les dirigeants syndicaux sont pourris, on oublie souvent de préciser que c'est parce que la base est profondément gangrenée, dans le cas contraire, il ne ferait pas long feu. Et si la base l'est toujours autant ou davantage encore, cela provient de quoi au juste, devinez ?

Pour qu'il en soit toujours ainsi, je vous confie la méthode, vous la connaissez tous, le front unique ouvrier en direction des appareils qui implique de les épargner, et cela fonctionne à merveille, la preuve ils ont passé toutes les épreuves avec succès depuis plus d'un demi-siècle !

Si vous invitez quelqu'un à déjeuner, vous n'allez pas commencer par lui balancer ses travers ou le juger, auquel cas cette personne déclinera votre invitation, normal, non ? Et bien là c'est exactement la même chose. Si par contre vous flattez les qualités de votre invité, par exemple en rendant hommage à son statut social, il n'aura aucune raison de refuser de déjeuner avec vous puisqu'il y trouvera son compte et y prendra du plaisir. C'est cela servir la soupe aux appareils.

Quand le nouveau monarque se livre à un exercice d'équilibriste.

La conférence sociale qui réunira lundi et mardi pouvoir exécutif, syndicats et patronat doit trouver un équilibre entre efficacité, compétitivité, solidarité et justice sociale, a estimé dimanche François Hollande.

François Hollande a dit voir la conférence comme un point de départ.

"Ce n'est pas là que vont être réglés tous les problèmes de la France mais c'est là que vont s'engager des discussions qui, tout au long des prochains mois, vont déboucher sur soit des textes de loi, soit des compromis entre partenaires sociaux, soit des concertations", a-t-il expliqué à la presse en marge d'une rencontre franco-allemande à Reims.

Le président de la République juge que la méthode du Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, consistant à faire dialoguer ensemble partenaires sociaux et économiques *"est la bonne"*.

"On sait que sera difficile", a-t-il toutefois reconnu. *"Les partenaires ont conscience de la période que nous vivons et donc veulent construire la réussite que je leur propose."*

"Cela supposera que nous fassions des choix qui devront être justes, efficaces et permettant de trouver le bon équilibre entre efficacité, compétitivité, solidarité et la justice sociale", a ajouté François Hollande.

Le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, conclura ces deux jours par un discours de synthèse qui donnera la *"feuille de route"* des travaux des prochains mois.

Les organisations patronales espèrent lancer une réforme du financement de la protection sociale qui allégerait les charges des entreprises et transférerait les contributions, par exemple sur la CSG, un impôt sur tous les revenus calculé en pourcentage.

Elles veulent aussi parler de ce qui est appelé la *"flexibilité"*, c'est-à-dire la simplification des suppressions de postes et la possibilité pour les entreprises, par exemple, de renoncer à des suppressions d'emplois en échange d'une baisse de salaire temporaire. (Reuters 08.07)

L'efficacité et la compétitivité, c'est pour les patrons, la solidarité, c'est le lien entre le capital et le travail, pour camoufler que la justice sociale passera à la trappe ou qu'elle est une escroquerie.